



HAL
open science

Amérique latine : capitalismes, résistances et reconfigurations politiques

Fabrice Andréani, Jim Cohen, Marie-Claire Calmus, Samira Ouardi, Olivier Voirol

► **To cite this version:**

Fabrice Andréani, Jim Cohen, Marie-Claire Calmus, Samira Ouardi, Olivier Voirol. Amérique latine : capitalismes, résistances et reconfigurations politiques. *Mouvements : des idées et des luttes*, n°76, pp.7 - 11, 2013, 10.3917/mouv.076.0007 . hal-04600483

HAL Id: hal-04600483

<https://hal.science/hal-04600483>

Submitted on 4 Jun 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

AMÉRIQUE LATINE: CAPITALISMES, RÉSISTANCES ET RECONFIGURATIONS POLITIQUES

Le « virage à gauche » latino-américain des années 2000 a pu soulever beaucoup d'espoirs, vu notamment de l'Europe néolibérale. Ces expériences mêlant partis et mouvements populaires, très diverses, ont généré certains acquis sociaux, et une certaine autonomisation des gouvernements de la région face aux grandes puissances. Sans négliger ces dimensions, ce dossier propose d'explorer aussi les conflictualités internes qui travaillent ces régimes, sur fond de reconfiguration de la carte politique régionale et globale : manœuvres sécuritaires impériales et projets d'intégration ambivalents, redéploiement des capitalismes, y compris « nationalisés » ou « verts », et luttes syndicales et paysannes.

<http://www.cairn.info/revue-mouvements-2013-4.htm>

Éditorial

Fabrice Andréani, Jim Cohen

L'Amérique latine dans la décennie 2000, de l'Eldorado au statu quo ? (p. 7-11)

I – Gouvernants et élites dans la tourmente globale

William I. Robinson

L'Amérique latine face au nouveau capitalisme mondialisé (p. 14-24)

Cecilia Baeza

Le rôle du Moyen-Orient dans les nouvelles relations internationales de l'Amérique latine (p. 25-36)

Mark Weisbrot

La politique d'Obama en Amérique latine. La continuité sans le changement (p. 37-48)

Entretien avec Jean-Jacques Kourliandsky

La France en Amérique latine : quelles stratégies face aux reconfigurations régionales ? (p. 49-64)

II – Aux prises avec l'État : luttes sociales et partisans

Armand Mattelart

Les enjeux des luttes pour la démocratisation de la communication (p. 66-77)

Olga L. González

Colombie : les dialogues de paix de la dernière chance ? (p. 78-89)

Sunniva Labarthe :

Yasuni-ITT en Équateur : le projet peut-il encore atterrir au niveau local ? (p. 90-104)

Thomas Posado

L'État du Bolívar au Venezuela : reflet du désalignement entre le gouvernement chaviste et le mouvement ouvrier (p. 105-116)

Maya Collombon

Les à-côtés du zapatisme contemporain. Réseaux de résistance et mobilisations dans le Chiapas des années 2000 (p. 117-129)

Marcos Nobre

Brésil, juin 2013 : mouvement social et refus du "blindage" de la démocratie (p. 130-135)

Itinéraire

Entretien avec Helena Hirata

L'art de l'enquête collective sur la division sociale et sexuelle du travail (p. 138-152)

Livres

Jim Cohen

Alain Rouquié, *Le Mexique, un État nord-américain*, Paris, Fayard, 2013 (p. 154-157)

Marie-Claire Calmus

Marie-France Labrecque, *Féminicides et impunité. Le cas de Ciudad Juárez*, Paris, Éditions EcoSociété, 2012 (p. 158-160)

Thème

Farinaz Fassa

La recherche en Suisse: quand le genre interroge les critères de l'excellence scientifique (p. 162-175)

ÉDITORIAL

L'Amérique latine dans la décennie 2000, de l'Eldorado au statu quo ?

La Découverte | *Mouvements*

2013/4 - n° 76
pages 7 à 11

ISSN 1291-6412

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-mouvements-2013-4-page-7.htm>

Pour citer cet article :

« Éditorial » L'Amérique latine dans la décennie 2000, de l'Eldorado au statu quo ?,
Mouvements, 2013/4 n° 76, p. 7-11. DOI : 10.3917/mouv.076.0007

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

DOSSIER

L'Amérique latine dans la décennie 2000, de l'*Eldorado* au *statu quo* ?

Il y a déjà sept ans de cela, *Mouvements* consacrait un numéro double à ce que l'on a pris coutume d'appeler le « virage à gauche » de l'Amérique latine. Et pour cause. Alors que depuis les forteresses Europe et États-Unis, les chefferies des « démocraties libérales » poursuivaient une impitoyable guerre de classe à visage de moins en moins couvert, en Amérique latine, suite à des victoires électorales en cascade, des partis d'obédience anti-impérialiste voire anticapitaliste succédaient, depuis 1998, aux *managers* ultralibéraux d'une crise de la dette érigée en mode de gouvernement. Par delà la diversité de leurs contextes d'émergence, idéologies ou projets phares, ces nouvelles coalitions étaient quasi toutes dirigées par des figures populaires des luttes à dominante ouvrière, paysanne ou estudiantine du dernier quart de siècle, menées pour beaucoup dans la clandestinité. C'étaient là des sources inédites d'enseignements tactiques et programmatiques potentiels, dignes d'être prises au sérieux. D'autant qu'à gauche, beaucoup de leurs critiques précoces n'opposaient rien d'autre au *credo* « il n'y a pas d'alternative » que l'idée de « changer le monde sans prendre le pouvoir ». Comme si, sous ces latitudes, la police d'État n'avait pas systématiquement profité du moindre signe de faiblesse de ses adversaires pour les mettre à genoux, avec la bénédiction de l'Oncle Sam. Et comme si, pour la moitié semi-mourante de l'humanité, l'économie informelle et le *do it yourself* étaient autre chose qu'une affaire de survie. Et surtout que fin 2006, le gros des troupes des mouvements sociaux *latinos* du tournant du siècle, qui avaient combattu les mêmes lois de paupérisation et de dressage néolibéral que celles qui s'abattaient sur les « classes dangereuses » du vieux continent, soutenait encore ces gouvernants quasi vierges d'expérience – au moins dans les urnes, quand ils ne travaillaient pas à leurs côtés.

Des rescapés des années 1960-1970 aux jeunes formés à l'altermondialisme de la fin des années 1990, ces élites politiques novices jouaient, contre le constat morose de l'épuisement ou de l'asphyxie inéluctables de toutes les expériences « socialistes » connues à ce jour, les trouble-fêtes du Capital tout triomphant, à la faveur d'une curieuse ironie de l'Histoire. Ironie de la raison étatique, d'abord : dans l'ensemble du Cône sud et au Brésil, les féroces juntas militaires n'avaient manifestement pu mener à bon terme la tâche ingrate que les bourgeoisies du Sud et du Nord leur avaient sous-traitée¹, celle d'aménager le terrain pour la promotion ultérieure de « transitions démocratiques » de facture sociale néolibérale. Sortie des geôles et rentrée d'exil dans la décennie 1980, la gauche semblait littéralement ressusciter de ses cendres – et du massacre de plusieurs dizaines de milliers de militants –, sur le lit même de la « rigueur ». Il n'y avait qu'au Chili, « miracle économique » mis au pas par Augusto Pinochet, que les ex-camarades du martyr Salvador Allende pratiquaient ouvertement la contrefaçon à la mode européenne. En Argentine, où la rue avait fait tomber des têtes à l'hiver 2001-2002, Nestor Kirchner passait le témoin à Cristina Fernández, et son verbe résolument moins feutré. Au Brésil, l'ancien ouvrier métallurgiste Luiz Inácio Lula da Silva était réélu en promettant de redoubler d'efforts pour « traiter les pauvres comme des êtres humains » – chose pour le moins étrangère à la bourgeoisie locale. Et tandis qu'en Uruguay, Tabaré Vázquez fêtait sa première année de mandat aux côtés d'ex-guérilleros tels son futur successeur José Mujica, au Paraguay le curé Fernando Lugo faisait une entrée remarquée sur la scène publique.

Ironie de la raison impérialiste, ensuite : dans les contrées où la gauche avait été un peu moins violente, pour partie domestiquée à coups de pétro- ou narcodollars et pour l'autre réduite à la conspiration intermittente avec des camarades persécutés venus du Sud, d'Amérique centrale ou encore d'Espagne, l'avarice, le racisme et la paranoïa des grandes familles *compradores* et des néobourgeoisies urbaines avaient fait de quelques « excentriques » (*marginales*) des chefs révolutionnaires. Aux frontières mêmes de l'*Empire* – étatsunien –, les protagonistes du soulèvement néozapatiste à visée autogestionnaire de 1994 n'avaient pas dit leur dernier mot, alors que la gauche nationale mexicaine était en passe de gagner l'État fédéral – mais en a été empêchée en juillet 2006 par fraude électorale manifeste. En Équateur et en Bolivie – dernier terrain de jeu du *Che* –, après la valse des chefs d'État, ouvriers et paysans battaient campagne ici pour l'économiste rebelle Rafael Correa, là pour l'ex-syndicaliste *cocalero* et croisé de la guerre de l'eau (privatisée), l'*indio* Evo Morales. Et au Venezuela Hugo Chávez, voguant sur océan sous-terrain de pétrole situé à six jours de tanker des États-Unis, commémorait en fanfare les dix-sept ans de la plus sanglante émeute anti-austérité

1. Selon les très justes termes d'A. BORDIGA, « Le programme fasciste », *Il comunista*, n° 39, Rome, 30 novembre 1921.

connue en Amérique². Hôte du Forum social mondial en janvier 2006 et quasi réélu face à une droite qui ne se remettait toujours pas de l'avoir vu sauvé par la plèbe d'un coup d'État en 2002, il scandait même à la face du monde l'avènement du « socialisme du XXIe siècle ».

Ailleurs, quoiqu'ils pensaient de cette profession de foi, c'était bien sûr la « diplomatie des peuples » du *Comandante*, prise en charge cette même année 2006 par son héritier actuel Nicolás Maduro, que praticiens et experts de tous bords comptaient pour démêler ou du moins soulager financièrement des imbroglios géopolitiques qui faisaient encore désordre, liés à quelques situations ultra-inegalitaires persistantes. Ainsi plusieurs pays de la Caraïbe ; à l'exception de Cuba, sous embargo *gringo*, mais sous perfusion chaviste. Ainsi des pays centraméricains, où les pactes entre camps adverses des récentes guerres civiles dissipaient toute illusion sur la portée d'une alternance, à l'instar de celle des sandinistes *new-look* au Nicaragua ; mais où Chávez offrirait la santé et l'éducation. Et ainsi de la Colombie, où les coûts de la traque aux exploités – même lorsque ni armés ni mobilisés –, rendaient à terme inévitable une « transition » autant « démocratique » que « sociale ». Aussi proche des frères Castro que de Lula, Chávez pouvait bien se payer le luxe de dispenser aux plus vieilles guérillas *latinas* les recettes de sa « révolution pacifique, mais armée ».

Jetée aux oubliettes la distinction désuète entre « réforme » et « révolution », prétexte à faux procès et hécatombes dans le giron de l'ex-URSS ou de la Chine « populaire », rengainées les rancœurs entre partisans de la « voie cubaine au socialisme » (armée) et de la « voie chilienne » (électorale) – étant donné leur double échec³ –, le champ des possibles s'était considérablement élargi. Forte d'une multitude de configurations interconnectées où s'enchevêtraient mobilisations multisectorielles et débouchés partisans, l'Amérique « indo-latine » – selon l'usage en vigueur à Caracas – était même redevenue l'*Eldorado* de la jeunesse contestataire européenne et mondiale. Mais cette fois, on ne s'y rendait plus tant pour la beauté du geste armé que pour l'échange de savoir-faire institutionnel. Savoir-faire que d'aucuns ne tardèrent pas, d'ailleurs, à importer en France sous le label « révolution citoyenne » ou « VIe République », faisant leur la nouvelle devise qui circulait « du Rio Bravo à la Patagonie »⁴ : « Notre Nord est le Sud ». Dans ce contexte, *Mouvements* évitait, tant que faire se peut, les feux croisés

2. Si l'hiver 2000 argentin est devenu un cas d'école en l'espèce – tel l'hiver 2008 grec – le *Caracazo* (ou *Sacudón*) de février 1989 demeure le massacre « néolibéral » record, où la police et l'armée ont assassiné environ 3 000 personnes.

3. Au Nicaragua les sandinistes prennent bien le pouvoir par les armes en 1979, mais le perdent par les urnes en 1990.

4. Pour reprendre le discours de Chávez à l'inauguration de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA-TCP) à La Havane, le 28 avril 2004 – et paraphrasant le *Canto a [Simón] Bolívar* du poète chilien Pablo Neruda.

d'une désinformation post-stalinienne opposant les Chávez et autres « populistes-et-donc-tôt-ou-tard-autoritaires » aux « sociaux-démocrates raisonnables » d'un côté, et au millénarisme philo-bolivarien – et a-critique – de l'autre.

Sept ans plus tard, si cette guerre froide 2.0. occupe encore antennes et tribunes d'une presse bourgeoise en mal d'épouvantails, les quelques coups de barre à droite donnés entre-temps par les capitaines néobolivariens ont définitivement brouillé les frontières entre ces mondes imaginaires : coopération « antiterroriste » colombo-vénézuélienne, reconnaissance discrète du gouvernement de droite issu du coup d'État contre le président élu Manuel Zelaya au Honduras⁵, ou encore soutien éhonté aux contre-révolutions en Libye ou en Syrie, pour ne citer que les faits plus commentés... En fait d'ironie, le « virage à gauche » n'était-il donc qu'une énième ruse du capital ? Et si c'est en partie le cas, faut-il y voir le résultat de brutaux « contre-virages », ou plutôt l'expression tardive, à la surface de la scène internationale, de contradictions en germe dès avant leurs prises de pouvoir ? À rebours des raisonnements aux accents conspirationnistes et confusionnistes, c'est bien cette dernière hypothèse qui semble la plus cohérente avec une éthique (auto-)critique que l'on voudrait, ici comme là-bas, insensible à tout chantage électoraliste à l'urgence sociale, et ce dans l'intérêt même des luttes proches et lointaines dans lesquelles nous nous reconnaissons. De fait, peu d'intellectuels à « la gauche de la gauche » récusent cette posture à l'heure d'opiner sur l'actualité dans ce qu'on appelait jadis les « pays capitalistes avancés ». Mais force est de constater qu'en matière de politique (sub-)tropicale, des litres d'encre continuent de couler aujourd'hui autour de ce questionnement par trop univoque pour s'avérer fructueux : *emancipation or not ?...* – les deux, mon général !

Mais alors, comment remettre la dialectique de l'émancipation sur ses pieds ? Peut-être en préférant la description de l'ordinaire moins glamour des classes travailleuses du sous-continent, et de celui parfois insoupçonné de leurs représentants, employeurs ou donneurs d'ordre (privés et publics), aux grandes questions philosophiques greffées sur des déclarations officielles. Fussent celles-ci formulées dans une novlangue juridique et médiatique issue directement des luttes sociales⁶... mais face à laquelle plus d'un porte-voix de la « critique citoyenne » en Europe a perdu son marxisme le plus élémentaire⁷. Angle mort des approches déduisant de l'identité et des intentions des êtres sociaux

5. À l'exception de l'Équateur : voir R. LAMBERT, « Honduras : retour à l'OEA, retour à la normale ? », *Le Monde diplomatique*, 4 juin 2011.

6. La palme revenant à Álvaro García Linera, ex-guérillero et vice-président bolivien, qui parlera de « gouvernement des mouvements sociaux » pour décrire « les quatre contradictions de [sa] révolution » dans *Le Monde Diplomatique* de septembre 2009.

7. Phénomène déjà séculaire : cf. J. W. MAKHAISKI, *Le socialisme des intellectuels*, Seuil, Paris, 2001 [1898-1918].

une grille de lecture nécessairement biaisée de leurs rapports concrets, l'analyse approfondie des différentes formes de capitalisme (irréductible au seul néolibéralisme) et d'impérialisme (non-exclusivement étatsunien) qui travaillent les régimes réactionnaires aussi bien qu'humanitaires apparaît alors comme un préalable à la compréhension des forces en présence sur tel ou tel territoire. Comment les dirigeants *latinos* interagissent-ils, au quotidien, avec les représentants des bourgeoisies occidentales et « émergentes » ? William Robinson, Cecilia Baeza, Mark Weisbrot et Jean-Jacques Kourliandsky décortiquent sous différents angles les stratégies des patrons, financiers, diplomates et militaires qui gravitent autour du Nouveau Monde dans la première partie de ce dossier. Partant, les expériences et tentatives de traduction gouvernementale ou de pacification de revendications populaires peuvent être restituées dans toute leur complexité : Armand Mattelart, Olga González, Sunniva Labarthe, Thomas Posado et Maya Collombon décryptent dans la seconde partie les multiples échelles et enjeux de conflits significatifs autour de la concentration des médias et de la terre, ou inversement des nationalisations minières et industrielles – socialisations en trompe l'œil. Suit une interprétation non moins éclairante des dernières luttes au Brésil par Marcos Nobre. Ce dossier continue sur le site de la revue www.mouvements.info ●

DOSSIER COORDONNÉ PAR FABRICE ANDRÉANI ET JIM COHEN
AVEC L'AIDE DE MARIE-CLAIRE CALMUS, SAMIRA OUARTI ET OLIVIER VOIROL